



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 16 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WILLIAM SAURIN PRODUCTION

2 rue du Docteur Lombard
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : E/25-2454
Code AIOT : 0006502609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement WILLIAM SAURIN PRODUCTION implanté 81/89, avenue du Général Leclerc 77 400 Saint-Thibault-des-Vignes. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été planifiée à la suite de la notification d'un incident le 17/09/2025, susceptible d'avoir impacté la qualité des eaux rejetées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WILLIAM SAURIN PRODUCTION
- 81/89, avenue du Général Leclerc 77400 Saint-Thibault-des-Vignes
- Code AIOT : 0006502609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement de la société WILLIAM SAURIN est spécialisé dans la fabrication de plats appertisés (choucroute, cassoulet, etc.).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des émissions accidentelles dans l'eau	AP Complémentaire du 10/10/2024 – MTD 11 BREF IED FDM	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.1, Chapitre I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.2, Chapitre I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles – Rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.1.1, Chapitre I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles – Aires de dépotage	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.1.2, Chapitre I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 18/01/1999, article 6.4.1, Chapitre I	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Modalités particulières de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/01/1999, article 6.6, Chapitre I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé une démarche qui vise à l'amélioration de la gestion des eaux du site : Il a notamment investi, depuis 2024, dans de nouveaux équipements pour fiabiliser et améliorer le rendement de son installation de prétraitement des effluents industriels, a fait réaliser un diagnostic de ses réseaux intérieurs, ainsi qu'une estimation des coûts des travaux de remédiation nécessaires, qu'il envisage d'initier à partir de 2026, et a signé une nouvelle convention spéciale de déversement des effluents dans la station d'épuration du Syndicat intercommunal d'assainissement de Marne-la-Vallée.

Toutefois, l'exploitant doit renforcer la traçabilité des actions engagées (prétraitement des effluents industriels et réhabilitation des réseaux) par des plans d'actions justifiés, et réaliser les actions nécessaires dans le cadre de la prévention des pollutions accidentelles, en définissant les moyens utiles pour être en mesure de retenir sur site une pollution collectée par le réseau des eaux industrielles, et en levant les non-conformités relevées lors de la visite d'inspection, associées à l'absence de justificatifs :

- relatifs au bon dimensionnement du stockage tampon des eaux industrielles sur site,
- démontrant que les aires de dépotage du saindoux liquéfié et de l'acide chlorhydrique sont aménagées pour la récupération de fuites éventuelles,
- de la conformité du volume de la rétention associée au stockage de saindoux liquéfié, et des dispositions prévues pour maintenir la capacité utile des rétentions associées aux stockages de l'acide nitrique et de la soude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des émissions accidentelles dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin tampon - MTD 11 du BREF FDM
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>MTD 11. Afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, la MTD consiste à prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux.</p> <p>Description : La capacité appropriée de stockage tampon est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, etc.).</p> <p>Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après que les mesures appropriées ont été prises (par exemple, surveillance, traitement, réutilisation).</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son dossier de réexamen IED de décembre 2020, l'exploitant avait indiqué que la création d'un bassin tampon, en amont de la station de prétraitement, serait réalisée après l'actualisation de l'étude de faisabilité technico-économique.</p> <p>Le jour de la visite, l'équipe de direction du site, en place depuis début 2023, a indiqué ne pas avoir eu connaissance de ce projet. L'exploitant a indiqué que l'installation dispose d'une cuve tampon de 60 m³, dans laquelle sont collectés les rejets de la NEP, le jus de choucroute et la saumure de l'atelier charcuterie ; d'après le dossier précité, cette cuve est utilisée pour réguler, en partie, le débit d'alimentation de la station de prétraitement.</p> <p>En cas d'incident nécessitant de contenir les eaux industrielles sur le site, l'exploitant a déclaré qu'il disposait d'une mesure d'urgence consistant à arrêter la production à l'échelle du site, et qu'il était possible de réaliser cet arrêt de manière instantanée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier du bon dimensionnement du stockage tampon des eaux industrielles sur site, permettant d'éviter les émissions non maîtrisées, compte tenu de la capacité de traitement de ses ouvrages de prétraitement et des conditions d'acceptation de ses rejets dans le réseau syndical. Le cas échéant, l'exploitant transmettra un échéancier associé à la mise en conformité de ce stockage.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.1, Chapitre I
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte doivent permettre d'évacuer séparément chacun des types d'effluents vers les traitements ou milieux récepteurs autorisés à les recevoir.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents doivent être conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les effluents aqueux ne doivent pas par mélange, dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite, et transmis à l'inspection par courriel le 3/10/2025, un plan des réseaux de collecte des effluents, qui présente des réseaux distincts, vers les points de rejet appropriés.</p> <p>À la suite d'une casse du réseau de collecte des eaux industrielles du secteur Charcuterie, à l'origine d'un déversement de 40 m³ de ces eaux au réseau pluvial communal le 6/12/2024, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser par un prestataire le diagnostic de l'ensemble du réseau de collecte des eaux industrielles du site. Il a présenté à l'Inspection le rapport d'inspection télévisée de 811 mètres linéaires des réseaux des eaux industrielles et des eaux pluviales, réalisé entre le 17/07/25 et le 1/08/25 qui relève une centaine d'anomalies ; une partie d'entre elles présentent un risque d'écoulement des effluents dans les sols : effondrements, ruptures.</p> <p>L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que le chiffrage du coût des travaux de remédiation était engagé. Compte tenu des coûts conséquents de ces travaux, leur planification par ordre de priorité est en cours. Les premiers travaux sont envisagés pour l'année 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'action avec échéancier détaillant les mesures prises et prévues pour assurer la restauration de l'étanchéité des réseaux inspectés, et notamment celle du réseau de collecte des eaux industrielles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.2, Chapitre I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs d'isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute</p>

pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que les 3 points de rejet des eaux pluviales sont équipés de vannes d'obturation pneumatiques actionnables à distance depuis le poste de garde.

L'exploitant a déclaré avoir mis en place une vérification trimestrielle du fonctionnement des vannes en moyen propre, et faire réaliser une maintenance annuelle par un prestataire extérieur. L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel du 3/10/2025 le dernier rapport de contrôle des obturateurs, du 18/07/2025, qui ne signale pas d'anomalie de fonctionnement des 3 équipements.

L'exploitant a indiqué avoir formalisé des consignes relatives à la commande centralisée des obturateurs, et formé le personnel de surveillance du site, en charge de leur manœuvre.

L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 3/10/2025, la 'Procédure de manœuvre des obturateurs (réseau des eaux pluviales)', dans sa version 1, actualisée le 2/10/2025.

L'exploitant a expliqué que la surveillance du site est réalisée 24 h/24 et 7 j/7 par un gardien, présent au poste de garde en continu aux heures ouvrées, et joignable par téléphone en cas d'alerte. En dehors des heures ouvrées, le gardien est chargé d'assurer des rondes de surveillance, et de déclencher les obturateurs s'il détecte une anomalie.

Lors de la visite du site, l'Inspection a interrogé le gardien en poste, et constaté qu'il avait connaissance des consignes de manœuvre des obturateurs en place sur le réseau pluvial.

L'affichage d'une consigne relative à la manœuvre des obturateurs en cas d'incident a été constaté par l'Inspection, à proximité du point de dépôtage de l'acide chlorhydrique, à l'extérieur du bâtiment.

L'exploitant a indiqué que le dispositif d'obturation existant initialement, sur une branche du réseau de collecte des eaux industrielles, n'était plus fonctionnel, car sa fermeture entraîne une mise en charge immédiate du réseau amont, qui pourrait être à l'origine de problèmes d'hygiène dans les zones de production.

Interrogé sur ce point, l'exploitant a déclaré qu'il ne disposait pas d'autre possibilité de sectionnement du réseau de collecte des eaux industrielles sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'action avec échéancier définissant les moyens nécessaires pour être en mesure de retenir sur site une pollution collectée par le réseau des eaux industrielles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles - Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.1.1, Chapitre I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : <u>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</u> <u>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</u> <u>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</u> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. <u>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</u> <u>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.</u> <u>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</u> Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions de l'instruction technique du 17 avril 1975. <u>L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent des dispositions du présent arrêté.</u>
Constats : <u>Rétentions des produits dangereux stockés</u> L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du site que les unités de stockages/dosages de l'acide nitrique et de la lessive de soude, utilisées pour la régulation du pH à la station de prétraitement des eaux industrielles, disposent bien de rétentions maçonnées, indépendantes. Interrogé sur les volumes de rétention associés aux 2 produits, l'exploitant les a confirmé comme suit : - volume de rétention de 2,3 m ³ , associé le jour de la visite à une cuve de transfert de 1 m ³ et 4 fûts de 200 litres de soude (volume total de 1,8 m ³), - volume de rétention de 1 m ³ , associé le jour de la visite à une cuve de transfert de 1 m ³ et un contenant de 300 litres (volume total de 1,3 m ³) d'acide nitrique. L'exploitant a confirmé par courriel le 8 octobre 2025 les volumes maximaux de lessive de soude

et d'acide nitrique susceptibles d'être stockés, respectivement de 3 et 1,6 m³.

L'Inspection a constaté que ces 2 rétentions contenaient un liquide sur une faible épaisseur. L'exploitant a expliqué que les pentes nécessaires à la manutention des palettes et contenants des produits chimiques captaient en partie les eaux de pluie de l'aire imperméabilisée située devant le local de stockage. Il a indiqué que ces rétentions étaient vidées et nettoyées à chaque arrêt technique estival.

Lors de la visite de site, l'Inspection a constaté que la cuve de stockage de 1000 litres d'acide chlorhydrique était positionnée à l'intérieur d'un local fermé à clé, et que cette cuve disposait de sa propre rétention, de capacité suffisante, elle-même placée dans une autre zone de rétention, maçonnée.

Dans le local de stockage de saindoux liquéfié, l'inspection des installations classées a constaté que les 3 cuves, de volume unitaire 14 m³ disposaient d'une rétention commune. L'exploitant n'était pas en mesure de communiquer le volume de cette rétention le jour de la visite. Il a déclaré par courriel du 3/10/2025, que le volume de cette rétention était de 14 m³. Au regard des volumes unitaires des cuves de stockage de saindoux liquéfié, la capacité de cette rétention apparaît insuffisante (50 % de la capacité totale des réservoirs associés).

Rétention des eaux d'extinction d'incendie

Dans la continuité des échanges avec l'inspection des installations classées, suivant les visites d'inspection des 23/12/2021, 10/03/2022 et 23/11/2023, l'exploitant a expliqué que la planification des travaux de mise en place d'une rétention pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, a été repoussée pour 2026-2027 en raison des coûts d'investissement estimés.

Le suivi de la réalisation de ces travaux fera l'objet d'un point de contrôle spécifique dans le cadre de l'inspection programmée le 27/11/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra démontrer la conformité du volume de la rétention associé au stockage de saindoux liquéfié, et justifier que les dispositions pour maintenir en tout temps la capacité des rétentions associées aux stockages de l'acide nitrique et de la soude sont mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles – Aires de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 71.2, Chapitre I

Thème(s) : Risques accidentels, Transports-Chargements-déchargements

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Constats :

L'exploitant a indiqué le jour de la visite que les livraisons de produits donnant lieu à des opérations de dépotage concernent le saindoux liquéfié, et l'acide chlorhydrique.

À la suite du déversement de saindoux liquéfié du 17/09/25 lors d'une opération de dépotage de 20 tonnes, qui a fait l'objet d'une fiche d'incident transmise à l'Inspection le 19/09/25, l'exploitant a déclaré avoir engagé la rédaction d'une convention de dépotage, qui indique pas à pas les vérifications à réaliser (vérifications des fermetures des vidanges de la cuve et de la rétention, de la fermeture des trous d'homme...).

L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel du 03/10/2025 une version de ce document, mise à jour le 26/09/25, référencée 'Consigne de dépotage du saindoux liquide (A706)'.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que la vidange de la zone de rétention était fermée, que les consignes étaient affichées au niveau de la vidange, à l'extérieur du bâtiment, ainsi qu'à l'intérieur du local de stockage du saindoux liquéfié.

L'exploitant a expliqué que 2 des 3 cuves de 14 m³ étaient chargées simultanément lors d'un dépotage, après vidange complète et nettoyage à l'eau chaude, la 3^e cuve étant maintenue en service pour la production.

L'exploitant a expliqué les modalités appliquées pour sécuriser le dépotage de l'acide chlorhydrique : récupération des égouttures, des eaux de rinçage du flexible. Ces dispositions ne font pas l'objet d'une consigne écrite.

L'exploitant a indiqué que les deux aires de déchargement ne disposent pas d'aires étanches reliées à des rétentions. L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite de site que l'exploitant avait mis en place des affiches relatives à la manœuvre des obturateurs du réseau pluvial, aux deux points de dépotage, en cas d'incident. Ces dispositions semblent insuffisantes pour assurer la récupération des produits livrés, en cas d'incident au niveau de l'aire de livraison.

Par ailleurs, lors de la visite de site, l'Inspection a constaté que le stockage et la manipulation de l'acide nitrique et de la lessive de soude, utilisés pour la régulation du pH à la station de prétraitement des eaux industrielles, était bien réalisée sur des rétentions étanches susceptibles de récupérer des fuites éventuelles. Les contenants de produits neufs sont déposés dans un local fermé à clé, dont le sol est constitué de caillebotis, au-dessus de 2 fosses maçonnées distinctes, formant rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier que les zones de dépotage du saindoux liquéfié et de l'acide chlorhydrique disposent d'aires étanches aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Modalités particulières de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/1999, article 6.6, Chapitre I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans un ouvrage collectif
Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec le gestionnaire de réseau ; une convention préalable autorise ce rejet. Cette convention fixe les caractéristiques des effluents déversés en conformité aux seuils du présent arrêté. Les obligations de l'industriel en matière d'autosurveillance de ses rejets sont rappelées ainsi que les modalités de prétraitement prévues. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la convention spéciale de déversement des effluents de l'entreprise William Saurin dans la station d'épuration du SIAM, à Saint-Thibault-des-Vignes, prenant effet au 1 ^{er} janvier 2024, pour une durée de 10 ans, jusqu'au 31 décembre 2034.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/1999, article 6.4.1, Chapitre I
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance - État récapitulatif
Prescription contrôlée : Un état récapitulatif des analyses et mesure effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées, tous les mois, sous une forme synthétique. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées, le jour de la visite, le suivi, au format numérique, de la conformité des résultats des analyses réalisées sur les eaux industrielles, en sortie du prétraitement du site ; les analyses sont sous-traitées à un laboratoire accrédité COFRAC. L'Inspection a constaté que les résultats des analyses du mois de février 2025 n'avaient pas été déposées dans l'application GIDAF. Sur la base des transmissions accessibles dans GIDAF, en 2025, l'Inspection a constaté des dépassements de seuils de la convention de rejet et de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires de 2024, pour le pH, et pour les paramètres MES ,DCO ,DBO5 ,NTK et Cl ⁻ , en concentration. L'Inspection a également constaté que les volumes journaliers rejetés (915 m ³ en moyenne sur les jours de production 2025, avec un minimum à 216 m ³ et un maximum à 2 139 m ³), sont significativement en deçà des débits journaliers autorisés, de 4 000 m ³ /jour. <u>Macropolluants MES DCO DBO5 NTK</u> L'exploitant a déclaré le jour de l'inspection avoir renouvelé certains équipements majeurs associés à la qualité du prétraitement depuis 2023, pour fiabiliser et améliorer le rendement de

l'installation : système de bullage des graisses remis à neuf puis renouvelé lors des arrêts techniques de 2024 et 2025, dégrilleur renouvelé mi 2024.

Lors de la visite de site, l'Inspection a constaté que les équipements de l'installation étaient en fonctionnement : tambour de dégrillage, convoyage, compactage et mise en benne des refus, airflos au niveau du bassin de dégraissage, et mesures de pH, en amont et en aval du dégraissage des effluents.

L'exploitant a déclaré que depuis les travaux de mi 2025, la fréquence de pompage de la cuve des graisses produites était passée de toutes les 3 semaines à toutes les 2 semaines, avec un niveau d'activité de production équivalent.

Déversement de saindoux du 17/09/25

Après un premier échange téléphonique le jour du déversement, l'exploitant a transmis à l'Inspection la fiche d'incident renseignée le 19/09/2025, indiquant les actions engagées pour éviter qu'un incident du même type se reproduise.

Le 3 octobre 2025, l'exploitant a transmis aux services de l'inspection des installations classées le courriel relatif à la planification du pompage des graisses à la station de prétraitement (déversements au sol dans l'installation, pompage de la fosse de stockage saturée, écumage du bassin), et à l'opération d'hydrocurage du réseau de collecte, du point de déversement à la station de prétraitement, les bons d'intervention du prestataire des 17, 18 et 20/09/2025, ainsi que les BSD des graisses pompées indiquant un tonnage total de 15,1 t pour les 3 opérations.

Régulation du pH

L'exploitant a expliqué lors de la visite que le dosage de la soude ou de l'acide nitrique était réalisé par rapport à la mesure de pH à l'amont du bassin de flottation. L'Inspection a constaté que les stockages de soude et d'acide étaient équipés chacun respectivement d'une pompe doseuse. L'exploitant a indiqué qu'il disposait de pompes de secours en caisse, en cas de panne.

Il a complété en indiquant que, les jours ouvrés, plusieurs passages étaient réalisés pour contrôler le fonctionnement de l'ensemble de la station de prétraitement et nettoyer les sondes de mesure.

Chlorures

En ce qui concerne les dépassements en chlorures, l'exploitant a indiqué à l'inspection, justificatif à l'appui, qu'une externalisation du traitement des eaux chargées en chlorures, issues des différents process de l'usine n'était pas économiquement possible. L'exploitant a déclaré le jour de l'inspection avoir également échangé en interne dans le cadre d'un groupe de travail COFIGEO, et avoir sollicité les services du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Marne-La-Vallée pour identifier les dysfonctionnements induits par ces rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'Inspection le plan d'action envisagé pour assurer la conformité de ses rejets aqueux aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2024/DRIEAT/UD77/153 du 10/10/2024, ainsi qu'aux termes de la convention de rejet en vigueur.

L'exploitant devra également compléter la télétransmission des résultats de la surveillance de ses rejets en 2025 avec les résultats de l'autosurveillance réalisée en février 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

